

Rosa, Jean-Jacques. *Le rapport Rosa : Politique économique. Volume 1 : La Macro-économie et l'État*. Paris, Bonnel, Coll. « Éditions française », 1983, 277 p. ;

Rosa, Jean-Jacques. *Le rapport Rosa : Politique économique. Volume 2 : Le social et le politique*. Paris, Bonnel, Coll. « Éditions française », 1983, 250 p.

André Joyal

Volume 16, numéro 2, 1985

Les multinationales et l'État

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701855ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701855ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Joyal, A. (1985). Compte rendu de [Rosa, Jean-Jacques. *Le rapport Rosa : Politique économique. Volume 1 : La Macro-économie et l'État*. Paris, Bonnel, Coll. « Éditions française », 1983, 277 p. ; / Rosa, Jean-Jacques. *Le rapport Rosa : Politique économique. Volume 2 : Le social et le politique*. Paris, Bonnel, Coll. « Éditions française », 1983, 250 p.] *Études internationales*, 16(2), 431–434. <https://doi.org/10.7202/701855ar>

siste, comme tous les auteurs d'ailleurs, sur l'importance d'un retour des États-Unis à des politiques monétaires et fiscales plus équilibrées.

Le problème avec ce type d'analyse, c'est qu'on ne voit pas très bien d'où viendra la demande une fois la compétitivité rétablie. Les salaires seront plus bas et les budgets gouvernementaux restrictifs. Quant à la demande extérieure, Whitman souligne avec justice que tous les pays ne peuvent être excédentaires en même temps. Il ne reste que les investissements. Mais, comme le note James Tobin dans l'article qui suit, avec une capacité actuellement excédentaire et des perspectives incertaines en termes de vente, il s'agit d'une base bien fragile pour la relance.

Tobin, prix Nobel en 1981, démontre clairement les limites de l'analyse conservatrice et les incohérences théoriques des politiques américaines actuelles. En effet, s'il y a maintenant une reprise aux États-Unis, c'est avant tout parce que le gouvernement a suivi, malgré lui, une politique de relance keynésienne on ne peut plus classique. La politique monétaire a été assouplie à l'automne 1982, au moment même où les impôts étaient coupés et où les dépenses, notamment militaires, augmentaient. La reprise ne pouvait que suivre. Selon Tobin, la récession et les politiques d'austérité ont brisé la dynamique inflationniste et, si l'effort est concerté et prudent, les gouvernements pourraient adopter des politiques expansionnistes sans risque de flambée des prix et des salaires. Sans cela, la récession va se poursuivre, faute de demande.

Dans le quatrième article, Shirley Williams, présidente du parti social-démocrate britannique, adopte une perspective similaire. Elle suggère également un resserrement des politiques américaines et un expansionnisme prudent en Europe. Mais elle insiste surtout sur l'adoption de politiques structurelles, visant à réformer le secteur industriel et le marché du travail. Tobin ne croit guère à ce type d'approche. Pour lui, il ne sert à rien, par exemple, d'améliorer la formation des jeunes s'il n'y a pas d'emplois. Il considère par contre nécessaire de contrôler les prix et les

salaires, pour éviter une reprise inflationniste.

Tobin n'a pas tort. Les politiques structurelles ne peuvent être efficaces sans un minimum de demande globale, ce que Williams reconnaît. Mais, ce qu'il faut bien voir, c'est qu'une relance durable ne peut reposer que sur le retour à une progression équilibrée de la productivité et des salaires. Tobin croit que ceci peut être garanti par des contrôles sur les salaires, contrôles qui ne se sont pourtant jamais avérés très efficaces. Williams au contraire ne croit pas à une reprise fondée sur une attaque contre les salaires. Elle propose plutôt une relance de la productivité, ce qui, à long terme, semble plus adéquat. Après tout, la progression des salaires ne faisait pas problème tant que la productivité augmentait. Au contraire, c'est sur cette dynamique que reposait la prospérité de l'après-guerre.

Quelles que soient les conclusions que l'on en tire, ce court livre du *Council on Foreign Relations* s'avère très utile. Il permet en effet de faire un tour rapide de la question et de comparer les interprétations conservatrices et libérales, présentées par quelques-uns de leurs plus compétents représentants. Le livre contient également de nombreuses données sur le chômage actuel et sur ses conséquences économiques et sociales. Il s'agit donc d'un ouvrage à recommander, pour tous ceux qui s'intéressent à la crise actuelle.

Alain NOËL

*Graduate School of International Studies
University of Denver, Colorado*

ROSA, Jean-Jacques. *Le rapport Rosa: Politique économique. Volume 1: La Macro-économie et l'État*. Paris, Bonnel, Coll. « Éditions françaises », 1983, 277 p. *Le rapport Rosa: Politique économique. Volume 2: Le social et le politique*. Paris, Bonnel, Coll. « Économie française », 1983, 250 p.

« Les gens qui se paient des mots aimables et détestent l'iniquité oublient en général qu'une réforme consiste à enlever son os à un

chien ». Cette citation d'un certain J.J. Chapman, placée en exergue du premier tome, donne le ton d'un ouvrage qui, d'après l'auteur, prétend souligner l'interdépendance du politique et de l'économique en un système généralisé d'équilibres de marchés. Cette démonstration est tentée en cherchant des réponses à diverses questions: – la croissance peut-elle se poursuivre et à quelles conditions? – L'efficacité des politiques gouvernementales est-elle de plus en plus limitée? – Comment juguler les effets anti-sociaux des politiques sociales et résoudre les problèmes lancinants de la santé et des retraités? – Quels sont les poids respectifs du rapport des forces en présence et des exigences de l'économie dans la détermination de l'équilibre politico-économique?

Les deux volumes ayant pour titre respectif « La macro-économie et l'État » et « Le social et le politique » sont chapeautés d'un titre trompeur. Car cet ouvrage n'a rien d'un rapport. Il n'a pas été rédigé en vue d'être présenté à un organisme à la suite d'une recherche particulière. Et, si on y trouve de nombreuses réflexions des plus pertinentes, on cherchera en vain une série de recommandations précises susceptibles de guider la prise de décision dans le court terme.

Il s'agit plutôt d'un ensemble de textes rédigés entre les années 1980 et 1982 par un agrégé de sciences économiques particulièrement prolifique. Professeur à l'Institut d'études politiques, Jean-Jacques Rosa, publie mensuellement, pour le bénéfice des étudiants, des enseignants et des cadres économiques, une lettre intitulée « Politique Économique ». La profondeur des idées débattues dans cette chronique et la variété des sujets traités ne laissent aucun doute sur l'étendue des connaissances de son auteur et sur ses talents de communicateur. À cette sélection d'articles, l'auteur a ajouté quelques contributions publiées dans divers ouvrages ou revues. En plus, sur le problème du pétrole, on a droit à un extrait d'excellentes notes d'un cours de principes d'économie politique. Étant donné la forme que prend ce prétendu rapport, il ne faut pas se surprendre de rencontrer ici et là des répétitions. Elles ne choquent cependant

pas. Elles viennent comme si elles faisaient partie de la démarche pédagogique de l'auteur pour bien s'assurer de faire comprendre son point de vue. On trouve ici des opinions sur les principaux problèmes économiques contemporains avec un recul d'une dizaine d'années. Le tout se termine par une critique des faits et gestes des débuts de l'administration Mitterrand.

Pour débiter, on a droit à une sévère critique d'un vrai rapport cette fois, le « rapport McCracken », rédigé en 1977 pour le compte de l'OCDE. Ce n'est certes pas, et de loin, la partie la plus intéressante de l'ouvrage puisque ce document a déjà été abondamment commenté (entre autres dans cette revue par l'auteur de ces lignes*). Il faut donc se reporter à la section sur le chômage pour trouver une présentation peu familière de l'évolution prise depuis quelques années des taux de sous-emplois. En s'appuyant sur différents travaux récents, l'auteur soutient que les faits conduisent à une reformulation de la théorie générale du chômage. Ce qui l'amène à parler de chômage de plein emploi. D'après cette théorie, qui dépasse et complète la théorie classico-keynésienne, le chômage ne disparaît pas même si le niveau de salaire assure l'équilibre du nombre des emplois offerts et demandés. La mobilité de la main-d'oeuvre et l'information imparfaite des chercheurs d'emplois expliqueraient ce phénomène. On ne peut éviter ici, le rapprochement avec le concept de taux de chômage naturel mis de l'avant il y a déjà quelques années par l'école de Chicago. Il ne faudrait donc pas s'alarmer si les taux de chômage des dernières années ont doublé, sinon plus, par rapport à ce qu'ils étaient durant les années 50 et 60. Pour l'auteur: « L'interprétation moderne du chômage est donc aux antipodes de l'interprétation conventionnelle (...). Tous ceux qui cherchent un emploi le trouvent ». (Il ne faudrait pas dire ça en présence des centaines de milliers de chômeurs québécois...). En reprenant aux classiques la notion de chômage volontaire,

* « Les avatars des économies de marché », *Études Internationales*, vol. XII n° 4, décembre 1981.

l'auteur soutient que le taux de chômage résulte de décisions individuelles volontaires en ce qui concerne la durée de la recherche d'un emploi. En ce qui regarde le chômage des jeunes et des femmes, si le taux s'élève, ce n'est pas dû à une insuffisance d'emploi car... « ils existent en tout instant et tout inactif peut en trouver sans difficulté » (sic). Il faudrait y voir la conséquence de certains facteurs économiques qui incitent un plus grand nombre d'inactifs à rechercher un emploi et à la rechercher plus longuement. De telles affirmations prises ici et là dans le texte peuvent ne pas porter justice à l'auteur, car il faut bien reconnaître que ceux qui obtiennent le statut de chômeurs aujourd'hui, bénéficient souvent des largesses de l'État-Providence. Il suffit de voir comment, parfois, nos étudiants se débrouillent pour avoir droit à des allocations d'assurance-chômage pour comprendre que l'on est bien loin d'un chômage de type keynésien. Et c'est bien là un point de vue que défend longuement Jean-Jacques Rosa. On ne surprendra personne en signalant que l'auteur, sur la foi de diverses études soutient que le SMIC (salaire minimum institutionnel de croissance) a une forte incidence sur le chômage.

En conséquence, est-il possible de vaincre le chômage? Étant donné qu'une part importante du taux de chômage n'a rien à voir avec l'évolution conjoncturelle de la demande, pour l'auteur, à long terme, le palliatif n'est certainement pas le recours aux traditionnelles politiques de relance économique. Cette opinion émise en 1980 s'est vue confirmée par l'échec des mesures adoptées par le gouvernement Mauroy. Si cet exemple ne parvient pas à convaincre totalement compte-tenu de facteurs exogènes (tels que la stratégie économique suivie par les partenaires économiques), on peut en référer aux divers programmes d'aide à l'emploi ou de création d'emplois temporaires adoptés à l'occasion par la plupart des pays occidentaux. Ils ont en général, pour seul effet de soulager temporairement les symptômes d'un malaise économique (le temps de séduire les électeurs à l'approche d'un scrutin...). Pour l'auteur, on le sent ici et là au travers des textes, la crise actuelle ne se compare en presque rien avec celle des années 30. Comme d'autres, il considère que les

économies modernes traversent une mutation avec son cortège d'espoirs et de malheurs. Contre ces derniers, les remèdes traditionnels sont inopérants. Comme sur ces questions, l'auteur ne détient pas le monopole de la vérité, les extraits des deux face-à-face avec Jacques Attali et Jacques Delors, parus respectivement dans *L'Express* et *Le Point*, nous laissent sur notre appétit. Car, le conseiller particulier du Président de la République et son ex-ministre des Finances ont beaucoup à dire eux aussi sur les avatars des économies modernes.

Sur l'inflation, les propos tenus sont moins percutants que sur celui du chômage. L'auteur prend ses distances par rapport aux monétaristes en soutenant que: « L'inflation étant un phénomène général qui affecte toute l'économie, il n'y a pas de raison pour qu'il soit le fait d'un seul agent, ou d'une seule catégorie d'agents ». On ne trouve donc pas de plaidoyer revendiquant la mise au rancart de la machine à billets. On peut qu'être d'accord avec l'auteur lorsqu'il écrit que l'État peut manipuler certains taux d'intérêt mais il ne contrôle pas la masse monétaire.

Le deuxième volume, d'un intérêt incontestable, se consacre à l'analyse critique des politiques sociales. Pour les Canadiens, l'intérêt prend d'avantage d'importance au moment où la nouvelle administration à Ottawa remet en question l'universalité des programmes sociaux. Vraisemblablement pour éviter de se voir accoler une étiquette qui ne lui convient pas, l'auteur, dès le début, se démarque des « néo-libéraux » qui, selon lui, ont tendance à considérer la redistribution comme une activité parasitaire qui n'augmente pas le bien-être. Cette position, pour Jean-Jacques Rosa est insoutenable. On sent ici et là qu'il ne veut pas se voir associer à ce que l'on a appelé les « nouveaux-économistes » (lien qui s'explique par sa contribution à un ouvrage collectif en 1977 en même temps qu'apparaissaient les « nouveaux philosophes ») cherchant à démontrer qu'il n'y avait pas de crise et que tout pourrait aller comme dans le meilleur des mondes si on « retrouvait » une économie qui en d'autres temps avait fait ses preuves...

L'importance grandissante qu'ont prises les dépenses médicales à travers le monde occidental justifie l'attention que lui porte l'auteur. Les faits et les chiffres qu'il avance fournissent de l'eau au moulin de ceux qui se font l'avocat de l'adoption d'un système faisant appel à un ticket modérateur. Comment ne pas être d'accord avec lui quand il écrit : « Il serait stupide de prétendre que les assurés sociaux choisissent d'être malades, mais il est incontestable que, lorsque la protection augmente, la consommation médicale s'accroît car elle est apparemment gratuite ». La solution réside dans l'introduction d'une forme de mécanisme du marché qui permettrait au consommateur, dans le domaine de la santé comme pour les autres, de jouer son rôle d'arbitre en choisissant une couverture limitée et en exerçant un usage modéré des ressources médicales. Pour l'auteur, il est totalement inexact de prétendre que l'intervention du mécanisme du marché conduirait à refuser de soigner les personnes démunies de ressources. Sa démonstration, ici, pourrait séduire les plus sceptiques.

L'épineux problème du régime des retraites fait l'objet d'une section qui, on l'admettra, est des plus pertinentes. Les systèmes adoptés à l'époque où tout allait pour le mieux sont voués à l'échec. La génération future ne pourra tout simplement pas payer la note pour les retraités que nous serons. Une réforme s'impose et c'est urgent. En matière de logement, on retrouve les critiques habituelles. Si les exemples bien connus de Paris sont à nouveau évoqués, il est intéressant d'apprendre qu'à San Francisco le tremblement de terre de 1908 est apparu moins redoutable pour ceux qui cherchent un loyer que toute forme de contrôle des loyers...

Pour tous ceux qui, comme nous, sont nés intellectuellement au moment de la Révolution Tranquille, la section « L'État ou le marché, un faux dilemme » est celle qui paraît la plus pénétrante. « Il n'y a pas si longtemps, on avait en France des certitudes sur le « bon » système économique : L'État était supérieur aux entreprises privées par ses vues à long terme, sa capacité de stabiliser l'économie, son dynamisme et son souci de l'intérêt

général ». L'auteur, s'il connaissait le Québec, pourrait en dire autant en ce qui regarde une certaine élite intellectuelle de chez nous. Il nous fait ici une remise en considération du rôle de l'État dans l'économie qui – il ne faut pas se méprendre – n'a rien à voir avec la vision nostalgique des plus fervents disciples de Milton Friedman. Ce sont plutôt les représentants de l'école des « anticipations rationnelles » qui fournissent à l'auteur des arguments pour faire la critique de l'État sans qu'elle soit, comme il l'écrit, partisane d'un choix idéologique *a priori*. Une autre flèche dirigée vers les « néo-libéraux ». Ses précautions étant prises, dans une section qui constitue en fait une synthèse des deux volumes, l'auteur soutient que l'intervention de l'État sous la forme d'une industrie publique des transferts est tout à fait dépassée.

Les dernières sections intéresseront particulièrement ceux qui suivent l'actualité politique française depuis l'avènement de la V^{ème} République. Car l'auteur, avant d'expliquer les raisons des difficultés de la gauche au pouvoir, offre une fort intéressante démonstration de l'évolution de la classe dirigeante en France. On prend conscience que le giscardisme c'était l'ENA plus les grands intérêts d'affaires multinationaux plus le CNPF alors que le mitterrandisme c'est l'ENA plus les instituteurs, plus les syndicats de salariés. Tout ce beau monde a contribué à créer rien de moins qu'un capitalisme monopoliste d'État à la française.

Enfin, cet ouvrage parvient à convaincre le lecteur des capacités de l'auteur de rédiger, s'il le voulait, un véritable rapport sur certains aspects du fonctionnement des économies modernes.

André JOYAL

*Département d'administration et d'économique
Université du Québec à Trois-Rivières*